

DECISION MUNICIPALE
TRAVAUX DE MISE AUX NORMES ET DE SECURISATION DE EQUIPEMENTS PUBLICS COMMUNAUX
DANS LE CADRE DES COMMISSIONS COMMUNALES DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITE EN ANNEE
OLYMPIQUE
SOLLICITATION D'UNE SUBVENTION AUPRES DE LA PREFECTURE DE SEINE-SAINT-DENIS (DOTATION
SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT LOCAL 2024)

Direction des finances
OK/OW/CM/FM
Décision N° R 2024.57

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122.22,

Vu la délibération municipale n° 2023.10.177 du 30 octobre 2023 par laquelle le conseil municipal a délégué à son maire, pour la durée de son mandat, une partie de ses attributions dans les matières énumérées à l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales,

Vu la circulaire du 4 décembre 2023 relative à la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL), au Fonds Vert et à la Dotation Politique de la Ville (DPV) pour l'année 2024,

Vu la priorité donnée aux travaux de mise aux normes et sécurisation des bâtiments publics,

Vu l'arrêté municipal n° R 2023-388 du 30 octobre 2023 portant délégation de signature au directeur général des services dûment transmis au représentant de l'Etat dans le Département et publié le 31 octobre 2023,

Considérant la nécessité de remettre aux normes et de sécuriser les équipements publics communaux dans le cadre des commissions communales de sécurité et d'accessibilité en année olympique,

Considérant l'estimation financière de l'opération telle qu'elle suit :

Dépenses	Coût Total HT
Travaux de mise aux normes et sécurisation - Elémentaire Louis Pasteur	37 500,00 €
Travaux de mise aux normes et sécurisation - Gymnase Léo Lagrange	12 500,00 €
Travaux de mise aux normes et sécurisation - Maternelle Paul Langevin	16 666,67 €
Travaux de mise aux normes et sécurisation - Maison de la Jeunesse	4 166,67 €
Travaux de mise aux normes et sécurisation - Groupe Scolaire Henri Barbusse	25 000,00 €
Travaux de mise aux normes et sécurisation - Elémentaire Paul Langevin	16 666,67 €
Travaux de mise aux normes et sécurisation - Gymnase Armand Desmet	8 333,34 €
Travaux de mise aux normes et sécurisation - Maternelle Jean Macé	4 166,67 €
Travaux de mise aux normes et sécurisation - Maternelle Jean Jaurès	8 333,34 €
Travaux de mise aux normes et sécurisation - Espace 93	33 333,34 €
Total	166 666,70 €

DECIDE

Article 1 : D'approuver le plan de financement prévisionnel de l'opération de travaux de mise aux normes et de sécurisation de équipements publics communaux dans le cadre des commissions communales de sécurité et d'accessibilité en année olympique tel qu'il suit :

Financier	Taux de subvention	Montant de la subvention
DSIL 2024	80%	133 333,33 €
Clichy-sous-Bois	20 %	33 333,34 €
Total	100 %	166 666,67 €

Article 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à solliciter la subvention correspondante.

Article 3 : De dire que les dépenses seront prélevées au chapitre 23 du budget.

Article 4 : Compte rendu de la présente décision sera fait au Conseil Municipal lors de sa prochaine réunion.

Article 5 : Un exemplaire de la présente décision sera relié au registre des décisions municipales.

Article 6 : Ampliation de la présente décision sera transmise à :
- Monsieur le Préfet de Seine Saint Denis,
- Monsieur le Responsable du Service de gestion comptable est,
- Madame la Directrice des Finances.

Chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Fait à Clichy-sous-Bois, le 14/02/2024

Le Maire soussigné certifie
le caractère exécutoire
du présent acte reçu
à la préfecture le

15 FEV. 2024

Affiché - Notifié le

Le fonctionnaire délégué,

Aurélie LAPIERRE

Pour le Maire et par délégation,
Le directeur général des services



L. H.

« Le présent acte peut faire l'objet d'un recours administratif ou gracieux devant Monsieur le Maire de Clichy-sous-Bois dans le délai de deux mois à compter de sa notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Le présent acte peut également faire l'objet d'un recours contentieux, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de publication ou de notification, auprès du Tribunal Administratif de Montreuil-sous-Bois, 7, rue Catherine Puig - 93100 Montreuil-sous-Bois. ».